



DÉPARTEMENT DU NIARI

La BEAC s'implante à Dolisie

Le vice-gouverneur de la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC), Michel Dzombala, a effectué une visite à Dolisie, dans le département du Niari, sur le site où sera érigée l'agence régionale de l'institution. La BEAC

attend l'attribution officielle du terrain pour lancer les travaux dont le financement est assuré sur fonds propres.

Page 2

COOPÉRATION MILITAIRE

Adapter la formation aux enjeux contemporains de sécurité

Lors du séminaire annuel des écoles de sécurité et de défense, tenu à Brazzaville dans le cadre de la coopération militaire entre le Congo, la France et d'autres États du réseau des dites écoles, les parties prenantes ont affirmé leur volonté de promouvoir une formation de qualité adaptée aux enjeux de l'heure.

Page 2

Photo de famille prise après l'ouverture dudit séminaire



ENTREPRISE

L'Imprimerie nationale à l'épreuve de la modernité



L'Imprimerie nationale du Congo veut moderniser son outil de travail dans un environnement

Quelques participants au conseil d'administration Adiac concurrentiel. Pour ce faire, le Conseil d'administration prévoit le relancement d'un premier module classique et numérique avant de construire un Centre national de production des documents sécurisés.

Page 5

BRAZZAVILLE

La mairie dotée d'engins de collecte de déchets



Dieudonné Bantsimba délivrant son allocution

Le Conseil départemental et municipal de Brazzaville a réceptionné des moyens roulants pour le ramassage d'ordures ménagères. Une acquisition financée par

l'Agence française de développement dans le cadre du partenariat conclu entre le gouvernement et la mairie.

Page 6

ÉDITORIAL

Clubs

Les spécialistes du football affirment que la compétitivité d'une sélection nationale dépend de la manière dont les clubs sont structurés. Dans le cas du Congo, expliquent-ils, les faiblesses dans ce domaine sont l'une des raisons pour lesquelles nos représentants ne participent que très épisodiquement à la phase de groupes des compétitions interclubs de la Confédération africaine de football.

Cette irrégularité rejaillit en toute logique sur les résultats des Diables rouges.

Les études démontrent, par ailleurs, que les équipes de football sont devenues des entreprises réalisant leurs propres chiffres d'affaires grâce à la billetterie, aux droits télé et au sponsoring. Du fait des obstacles qu'elles rencontrent en la matière, les formations congolaises peinent à remplir les critères exigés pour entrer dans le cercle fermé des grands clubs africains candidats à la Super ligue.

A leur décharge, nos équipes d'élite ne disposent même pas du minimum : pas de siège, pas de terrain d'entraînement et de compétition, pas d'équipementier. S'ajoutent à cette liste le manque de subvention de l'Etat et de sponsors susceptibles d'apporter un financement additionnel. Il faut tout revoir en commençant par l'amorce en interne des démarches destinées à attirer d'éventuels partenaires. Attendu du fait qu'un club sponsorisé se professionnalise et accroît sa visibilité.

Et on reconnaît un club par sa capacité à former les talents. De ce fait, l'accent doit être mis non pas uniquement sur les résultats réalisés au cours d'une compétition, mais aussi sur la création par chaque équipe de sa propre académie pour une meilleure progression. A ce jour, aucune formation congolaise ne tire profit de la vente des joueurs alors que sous d'autres cieux, cette politique permet de combler le déficit de compétitivité et détermine le statut des clubs d'élite.

Les Dépêches de Brazzaville

NIARI

Bientôt une agence de la BEAC à Dolisie

Le vice-gouverneur de la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC), Michel Dzombala, a récemment effectué une visite à Dolisie, sur le site où sera implantée la future agence régionale de l'institution.

Situé en plein centre-ville, le terrain concerné s'étend sur près de trois hectares. Cet espace se trouve entre les locaux de la société de gardien-

nage Somaç et le garage administratif de la mairie. Justifiant la construction de cet édifice à Dolisie, Michel Dzombala a souligné que la troisième ville du pays mérite pleinement d'abriter une représentation de la Banque centrale. Ce dernier a, par ailleurs, relevé que la BEAC attend uniquement l'attribution officielle du terrain pour lancer les travaux dont le financement est déjà assuré par les fonds propres de l'institution.

Outre la délégation de la BEAC, cette visite de terrain s'est effectuée en présence des autorités locales.

A cet effet, la préfète du département du Niari, Micheline Nguessimi, s'est réjouie de ce projet d'implantation d'une agence de la BEAC dans son département, qu'elle considère comme un signe fort de la vitalité de la coopération au sein de la CEMAC. Hormis les bureaux, l'infrastructure comprendra également un restaurant d'entreprise ainsi que des installations sportives, a poursuivi le vice-gouverneur. Pour rappel, les accords ayant conduit à la création de la BEAC ont été signés à Brazzaville, en 1972.

Lopelle Mboussa Gassia

COOPÉRATION MILITAIRE

Adapter la formation aux enjeux contemporains de sécurité

Dans le cadre de la solidité des relations de coopération militaire entre le Congo et la France et d'un engagement collectif des Etats membres du réseau des écoles nationales à vocation régionale, il s'est ouvert le 3 juin à Brazzaville un séminaire annuel, le cinquième du genre, des écoles de sécurité et de défense soutenues par la Direction de la coopération de sécurité et de défense (DCSD) du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères de la France.

Après Libreville en 2022, Dakar en 2023, puis Djibouti et Addis-Abeba en 2024, c'est Brazzaville qui est à l'honneur pour abriter ce grand rendez-vous annuel, réunissant les dirigeants de ce réseau, désormais fort de 27 écoles disséminées en Afrique, en Europe de l'Est et en Asie.

Il s'agit, à ne point douter, a déclaré le ministre de la Défense nationale, Charles Richard Mondjo, dans son allocution d'ouverture d'une réunion stratégique dont la démarche vise à promouvoir une formation de qualité ouverte sur plusieurs horizons et adaptée aux enjeux contemporains de sécurité et de défense. Pour la circonstance, Charles Richard Mondjo a salué la vision et l'appui constant du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères de la République française, notamment la direction

de la Coopération et de la Sécurité de défense à ce programme structurant. Il n'oublie pas, a-t-il poursuivi, les partenaires internationaux dont l'appui permanent permet de valoriser et de densifier les acquis actuels. Prenant la parole à son tour, l'ambassadrice de France au Congo, Claire Bodonyi, a exprimé sa satisfaction de co-accueillir ce séminaire et rappelé ce que représente la coopération de sécurité et de défense pour un ambassadeur dans un monde de plus en plus incertain où sans sécurité, aucun développement n'est possible.

Au cours de ce séminaire, plusieurs sous-thèmes seront présentés tels que « Une école au cœur des enjeux de l'océan Indien » ; « Une école de référence, en pleine modernisation » ; « Maintien de la paix et gestion des

déchets de guerre » ; « Déminage humanitaire en zone de crise » ; « Au cœur du nouveau partenariat de sécurité en Afrique ». L'importance du concept des écoles nationales à vocation régionale, né en 1997, à différents titres, est de former les cadres dans des domaines variés (ici à Brazzaville dans le génie travaux, à Yaoundé dans la formation des élites militaires avec l'Ecole de guerre, à Libreville pour le service de santé, permettant les transferts de compétences et les échanges d'expériences entre cadres et stagiaires ; pour créer un réseau de cadres formés selon les mêmes standards, facilitant ainsi l'interopérabilité en cas d'engagement face à des crises de plus en plus nombreuses et complexes (...).

Guillaume Ondze

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Conseillère de direction : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Roger Ngombé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/
Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende

Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Kiobi Abira
Assistent à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi
Chef de service RHC : Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Armelle Mounzeo
Chef de service Audit : Arcade Bikondi, ,
Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal
Itoua Ossinga, Mbossa Viny

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur :
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayoulo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate

Mbenguet Okandze (chef de service), Myck Mienet Mehdi, Narcisse Ofoulou Tsamaka, Darel Ongara.

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR

L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo . Tél.: (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse

Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,
eMail : contact@inc-sa.com,
site Internet www.inc-sa.com

PARTENARIAT FIGA-AJUDS

150 femmes du marché Maman Mboulé bénéficient du crédit Kolisa

L'Association des jeunes unis pour le développement et la solidarité (Ajuds) a octroyé, le 3 juin, le crédit Kolisa aux commerçantes et aux entrepreneurs du secteur informel du marché Maman Mboulé, dans le 6^e arrondissement de Brazzaville. Un projet rendu possible grâce au soutien financier du Fonds d'impulsion, de garantie et d'accompagnement (Figa).

Destiné à œuvrer pour le développement socio-économique national, le programme Kolisa, grâce au mécanisme de garantie du Figa, a permis à près de 150 femmes du marché domaniaux de Talangaï d'être les premières bénéficiaires de ce financement. Il vise à renforcer l'autonomie des femmes et hommes du secteur informel en leur offrant des crédits à des conditions adaptées à leurs besoins, sans les lourdeurs habituelles du système bancaire classique. « A travers ce programme, nous avons voulu toucher les cibles populaires, en particulier des femmes exerçant des activités génératrices de revenus dans les marchés domaniaux de Brazzaville, conséquentes pour l'entretien de leurs familles respectives et véritables animateurs du système économique national. Il fallait donc non seulement les encourager mais surtout les appuyer à consolider leurs activités pour les rendre pérennes », a expliqué le directeur départemental Brazzaville-Pool du Figa,



Christian M'para.

Le président de l'Ajuds, Atounga Atsobare Bricht, pour sa part, a souligné les efforts menés par son association en ac-

compagnant les commerçantes dans la gestion et la croissance de leur petit commerce. Il a, par ailleurs, salué la confiance accordée à l'Ajuds par le Figa

qui, selon lui, « montre que les organisations de la société civile, quand elles sont sérieuses, structurées et proches du terrain, peuvent être des

partenaires crédibles et efficaces de l'Etat ».

Certaines femmes du marché Maman Mboulé ne se sont pas mises à l'écart, exprimant leur profonde satisfaction face à cette initiative du figa et de l'Ajuds qu'elles perçoivent comme une marque de reconnaissance de leur rôle économique.

Elles ont témoigné leur volonté de réussir et considèrent ce soutien non pas comme une aide mais comme un levier pour consolider leurs activités et améliorer les conditions de vies de leurs familles.

Enfin, le Figa, par la voix du directeur départemental Brazzaville-Pool, a promis d'étendre cette opération de crédit Kolisa dans d'autres marchés de la capitale et localités voisines, notamment Kinkala, pour ainsi continuer à aider les commerçantes des marchés publics, les jeunes ambitieux et les hommes artisans du tissu économique national.

Jean pascal Mongo-Slyhm
(stagiaire)

PAGIR

Les bénéficiaires initiés à l'utilisation des outils de suivi-évaluation

Les représentants des entités bénéficiaires du Programme accélérer la gouvernance institutionnelle et les réformes pour le fonctionnement durable des services (Pagir) se sont formés, du 19 au 31 mai, à Brazzaville, à l'utilisation des applications Kobo Toolbox et Power BI. Ces outils numériques offrent aux organisations à impact socio-économique la possibilité d'accéder à des données de qualité, facilitant ainsi la prise de décisions.

La session de formation, organisée par l'unité de coordination du Pagir, visait à renforcer les compétences des participants en matière de collecte et d'analyse de données. Selon Tino Raphaël Toupane, expert en suivi-évaluation, cette formation représente une étape cruciale dans l'amélioration des capacités des bénéficiaires concernant le reporting et l'analyse des données liées aux activités du programme conjoint du gouvernement congolais et de la Banque mondiale.

La formation s'est déroulée en deux étapes, permettant aux participants d'acquérir les compétences nécessaires pour optimiser l'utilisation des outils numériques proposés. « Nous avons travaillé sur le renforcement des capacités à travers deux phases : la conception des outils de collecte de données et la visualisation de ces données à l'aide d'un tableau de bord interactif. L'objectif est de mettre en place un système structuré et efficace de suivi-évaluation, permettant de remonter des données fiables en temps réel pour orienter les décisions », a expliqué Tino Raphaël

Toupane.

Il a également précisé que l'impact de la formation dépasse la seule maîtrise technique. Désormais, les bénéficiaires sont capables de relier chaque activité à un indicateur du programme, renforçant ainsi la redevabilité et facilitant l'évaluation de l'impact de la gouvernance publique. Les administrations concernées peuvent reporter en temps réel leurs activités via une plateforme numérique.

Ce changement marque une avancée importante dans leurs méthodes de travail, notamment dans le remplissage des formulaires de suivi-évaluation. « C'est un atout pour ma carrière. Nous pourrions désormais suivre efficacement les activités de notre association grâce à Kobo Toolbox et Power BI », a témoigné Daniela Biniackounou,



Les participants pendant les travaux/Adiac représentante de l'Association des femmes juristes du Congo. Ce sentiment est partagé par Garcia Chardon Trésor Pomboubeka, représentant de la douane, qui se dit désormais capable de proposer des solutions au sein de son administration.

Fiacre Kombo

« C'est un atout pour ma carrière. Nous pourrions désormais suivre efficacement les activités de notre association grâce à Kobo Toolbox et Power BI »



Musée
du Bassin du Congo

VISITEZ LE MUSÉE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

L'ART
dans toutes ses
expressions de la
TRADITION
MODERNITÉ

**Expositions
et projections :**

- Sculptures
- Peintures
- Céramiques
- Musique

**Horaires
d'ouvertures :**

Du Lundi au
Vendredi : **9H-17H**
Samedi : **9H-13H**



Siège social : 84 Bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville,
République du Congo

IMPRIMERIE NATIONALE DU CONGO

Le Conseil d'administration opte pour une gouvernance axée sur les résultats

Les membres du conseil d'administration de l'Imprimerie nationale du Congo (INC) ont tenu, le 3 juin à Brazzaville, leur première session ordinaire. Plusieurs points liés au bon fonctionnement de cette structure publique ayant une autonomie de gestion ont été abordés. Les administrateurs ont émis des suggestions et procédé à la cession de certains cadres.

Les membres du Conseil d'administration de l'INC ont échangé longuement sur les problèmes à caractère industriel et commercial qui la minent. En présence du président de cet organe, Arcène Niamba, les participants ont aussi discuté de son avenir, une manière de lui donner les moyens susceptibles de poser les bases d'une gouvernance qui s'adapte aux défis de l'heure dont les attentes de l'Etat et la modernisation de l'outil de travail dans un environnement concurrentiel. Au cours de cette session, les administrateurs ont fait un état des lieux de cette structure avant de passer au peigne fin les documents administratifs. Par la même occasion, ils ont également étudié le plan de relance de l'INC avant de mettre en place les comités techniques pour atteindre les objectifs fixés. Ils ont, par ailleurs, recommandé le transfert du personnel, des meubles, immeubles de l'ancienne direction générale à la nouvelle structure. Les participants ont, en outre, souhaité qu'une matrice de dé-



Quelques participants au Conseil d'administration/Adiac

légation des pouvoirs entre l'ancienne direction générale et le Conseil d'administration soit élaborée.

Arcène Niamba a invité tous les acteurs de cet établissement public à poursuivre leur engagement afin d'impulser une nouvelle dynamique dans sa gestion et sa souveraineté. Il a rappelé l'importance de l'INC, notamment dans le cadre de la sou-

veraineté du Congo en matière d'impression des documents administratifs.

Pour sa part, le directeur général de l'INC, Consolath Soumah Nguenoni, a réaffirmé l'engagement « sans faille » des agents de cette entreprise publique à réaliser les missions qui leur sont assignées. « Aujourd'hui, nous avons eu la possibilité de poser les bases d'une gou-

vernance plus forte et mieux structurée. A partir de maintenant, nous évoluerons avec des orientations plus claires. Il est nécessaire de rappeler le rôle stratégique et symbolique de l'Imprimerie nationale. Notre institution n'est pas une simple entité technique, mais elle est garante de l'authenticité et de la souveraineté documentaire de la République, un

outil essentiel pour affirmer l'autorité, protéger son identité administrative et valoriser son patrimoine institutionnel », a indiqué Consolath Soumah Nguenoni.

Pour insubordination notoire et caractérisée, contestation de l'autorité hiérarchique et manquement grave compromettant la gouvernance de l'institution, le directeur financier et comptable, Jolly Ontounou Assele, a été suspendu avec effet immédiat. Son intérim sera assuré par Mac Saul Mabika, en attendant la nomination d'un autre directeur par le Premier ministre.

Selon le communiqué final des travaux, à court terme, l'équipe dirigeante de l'INC devra relancer le premier module consacré à l'imprimerie classique et numérique sur son site actuel. A moyen et long terme, il sera question de construire le second module, le Centre national de production des documents sécurisés sur la base d'un partenariat avec une société ivoirienne.

Rude Ngoma

MINISTÈRE DES FINANCES, DU BUDGET
ET DU PORTEFEUILLE PUBLIC

AGENCE DE RÉGULATION
DES TRANSFERTS DE FONDS



CELLULE DE GESTION DES MARCHÉS PUBLICS

N° _____/MFBPP/ARTF/CGMP

RÉPUBLIQUE DU CONGO
Unité - Travail - Progrès

Brazzaville, le _____

L'Agence de Régulation de Régulation des Transferts de Fonds a obtenu des fonds au titre du budget d'investissement exercice 2025 et à l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer le paiement relatif à l'acquisition d'un véhicule utilitaire et un véhicule de fonction.

A cet effet, les soumissionnaires intéressés peuvent se rapprocher de la Cellule de Gestion des Marchés Publics de l'Agence de Régulation de Régulation des Transferts de Fonds sise n° 82, avenue Prosper GANDZION dans l'enceinte du restaurant le CONCEPT en diagonal du PSP contre-rail, Centre-ville, Brazzaville, République du Congo ou appeler aux numéros : 06 952 95 85 /06 644 80 33.

Les offres devront être soumises à l'adresse susmentionnée au plus tard le **03 juillet 2025 à 12 heures précises** et seront ouvertes en présence des représentants des candidats, le **03 juillet 2025 à 13 heures précises** dans la salle de réunion de l'ARTF, sise 70 bis, avenue Nelson Mandela, centre-ville Brazzaville, République du Congo.

Fait à Brazzaville, le 04 juin 2025

La Personne Responsable des Marchés Publics



APPEL A CANDIDATURES LOCATION-GÉRANCE - ESPACE RESTAURATION (Cafétéria)

L'Institut Français du Congo lance un appel candidatures pour la mise en **location-gérance d'un local de 421 m² (espace de restauration – cafétéria)**, situé dans l'enceinte de l'IFC à Brazzaville. Les personnes physiques ou morales intéressées par son exploitation sont invitées à venir retirer « **le cahier des charges** » au secrétariat de l'IFC (du lundi au vendredi de 9h30 à 12h30 et de 14h30 à 17h30) ou à adresser une demande par mail à : secretariat.direction.brazzaville@ifcongo.com

CONDITIONS DE LA CONSULTATION : La location fera l'objet d'une Convention d'occupation précaire – COP pour une durée de 1 à 3 ans maximum. Les candidats devront faire une proposition de versement de **redevance mensuelle qui sera au minimum de 1 200.000 F.CFA**, versées à la régie de l'ambassade de France au Congo. Les **charges locatives mensuelles de 400.000 F.CFA** (eau, électricité, gasoil groupe électrogène, gardiennage, etc.) révisable chaque année en fonction de l'évolution des charges et de l'inflation (**versées sur le compte bancaire de l'IFC**).

Le délai de validité des offres est de 25 jours. L'espace restauration (cafétéria) devra **rouvrir au public si possible après le 21 juillet 2025 et au plus tard le lundi 1^{er} septembre 2025**. Les candidats pourront effectuer durant la période de l'appel à candidatures une visite des locaux uniquement sur rendez-vous.

PRESENTATION ET REMISE DES OFFRES : Les candidats auront à produire un dossier qui comprendra :

- Dossier personnel :
- Extrait Kbis ou enregistrement au registre du commerce et du crédit immobilier ;
- Attestation d'immatriculation ;
- Autorisation d'exercice des activités commerciales ;
- Photocopie recto-verso de la pièce d'identité du candidat ;
- Profil professionnel du candidat (diplôme, expérience professionnelle, etc.) ;
- Lettre de motivation.

Dossier d'offre :

- Descriptif du commerce projeté (concept, gamme de produits proposés, services, etc....) ;
- Montant des investissements prévus et durée d'amortissement ;
- Compte d'exploitation prévisionnel sur la durée envisagée (de 1 à 3 ans max.).

Le dossier de candidature portera la mention « **ESPACE RESTAURATION DE L'IFC BRAZZAVILLE** » et devra parvenir à l'Institut Français de Brazzaville **au plus tard le mercredi 25 juin 2025 17h30, dernier délai**. Les plis qui parviendront au-delà de ce délai ou qui ne seront pas suffisamment affranchis, seront rejetés immédiatement.

INSTITUT FRANÇAIS DU CONGO - PLACE DE LA RÉPUBLIQUE - B.P. 2141 - BRAZZAVILLE - RÉPUBLIQUE DU CONGO

Tél. : +242 06 917 88 16 – <http://www.institutfrancais-congo.com> – <http://www.ifc-pointenoire.com>

INSTITUT FRANÇAIS DU CONGO - PLACE DE LA RÉPUBLIQUE - B.P. 2141 - BRAZZAVILLE - RÉPUBLIQUE DU CONGO
– <http://www.institutfrancais-congo.com>

ASSAINISSEMENT

La mairie de Brazzaville dotée d'engins de collecte des déchets

Les quatre camions chargés de ramasser les ordures ménagères et l'aire de transit des déchets solides appelé Atom ont été remis au Conseil départemental et municipal de Brazzaville, le 3 juin, lors d'une cérémonie solennelle à Kinsoundi, dans le premier arrondissement Makélékélé.

Ces moyens roulants flambant neufs et l'aire de transit des déchets solides ont été tous financés par l'Agence française de développement (AFD), dans le cadre du partenariat conclu avec le gouvernement et la mairie de Brazzaville. Les quatre camions à benne serviront à assurer le ramassage quotidien des ordures ménagères qui jonchent les ruelles et avenues à travers la ville capitale, pour les stoker dans les sites de pré-collecte dits Atom prévus dans tous les arrondissements, avant leur évacuation définitive.

L'objectif du projet est d'assurer le ramassage régulier et permanent des déchets solides qui jonchent les artères de Brazzaville afin d'assainir la ville et de garantir à la population un cadre de vie agréable sans pollution. «Ce projet, fruit d'un partenariat exemplaire entre la mairie de Brazzaville, le gouvernement représenté par la Direction générale des grands travaux, et notre précieux partenaire technique et financier l'AFD, permettra à notre ville capitale de bénéficier



La directrice AFD Afrique s'exprimant à cet effet/Adiac

d'un cadre de vie digne, respectueux de l'environnement et favorable au bien-être des concitoyens. Les Atom à mettre en place sont le symbole de la continuité d'une bonne politique de gestion des déchets solides amorcée depuis les années 1990, avec

le projet AVOBRA », a souligné le député-maire de Brazzaville, Dieudonné Bantsimba.

Par le passé, a renchéri le président du Conseil départemental et municipal, les Atom avaient amélioré considérablement la qualité de vie des Brazzavillois. L'exploitation

des Atom avait, a-t-il renchéri, permis de réduire les dépotoirs sauvages d'ordures dans la ville capitale, passant de 620 à 250. « Grâce à ces équipements, nous allons optimiser le stockage temporaire des déchets solides, mais aussi leur évacuation vers les centres de

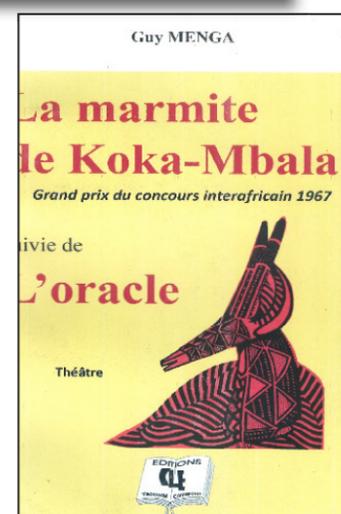
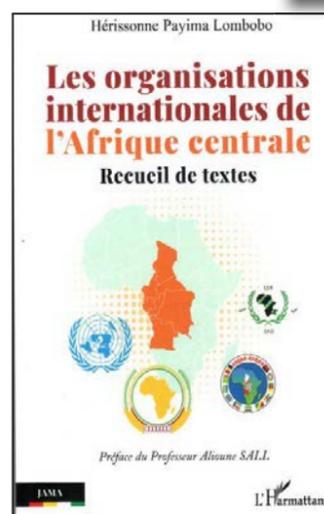
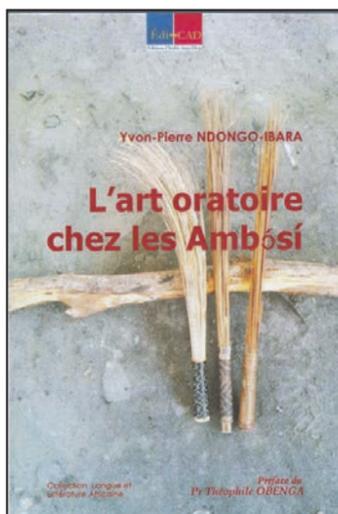
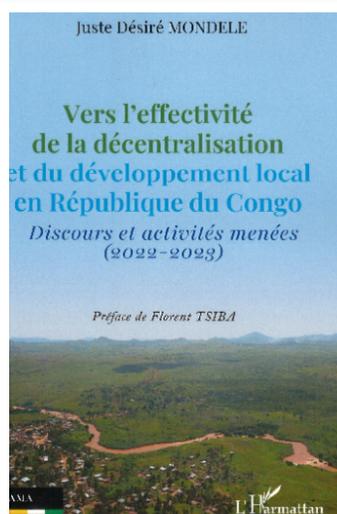
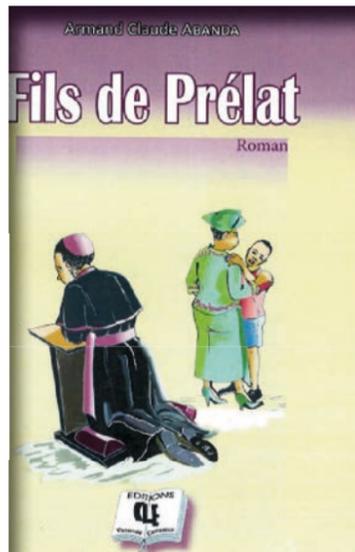
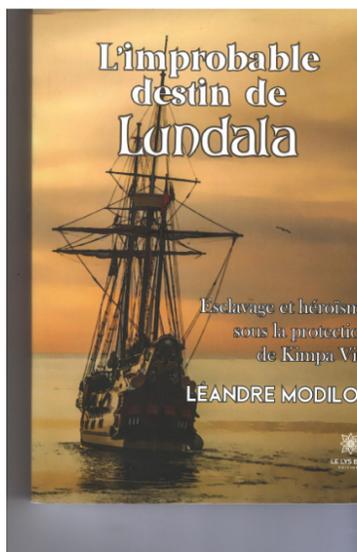
traitement, réduisant ainsi considérablement des dépôts sauvages qui défigurent notre paysage urbain et menacent la santé publique », a précisé le député-maire.

S'exprimant à cet effet, la directrice départementale Afrique de l'AFD, Sandra Kassab, a réitéré l'engagement de son institution à accompagner le Congo dans sa politique d'assainissement des villes afin d'offrir à chaque citoyen un environnement plus sain. Elle a ainsi exhorté tous les citoyens à la responsabilité. «... Ne pas jeter des déchets qui vont boucher les voiries, freiner l'évacuation de l'eau et provoquer des inondations. Chacun doit se tenir responsable de son environnement de proximité et de son cadre de vie et ainsi contribuer à le préserver », a souligné la responsable de l'AFD, Sandra Kassab. Pour le délégué général aux Grands travaux, Oscar Otoka, ce projet qui a commencé par la construction de la Corniche à Brazzaville vise à redynamiser la coopération entre le Congo et La France.

Firmin Oyé



EN VENTE



DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE

Bill Gates alloue une fortune de 200 milliards de dollars pour réinventer le continent

C'est un tournant dans l'histoire de la philanthropie mondiale. Le 3 juin, depuis le siège de l'Union africaine (UA) à Addis-Abeba, en Ethiopie, Bill Gates a annoncé qu'il consacrerait 99 % de sa fortune personnelle, soit près de 200 milliards de dollars, au développement de l'Afrique d'ici à 2045. Une promesse monumentale, à la hauteur des défis du continent.

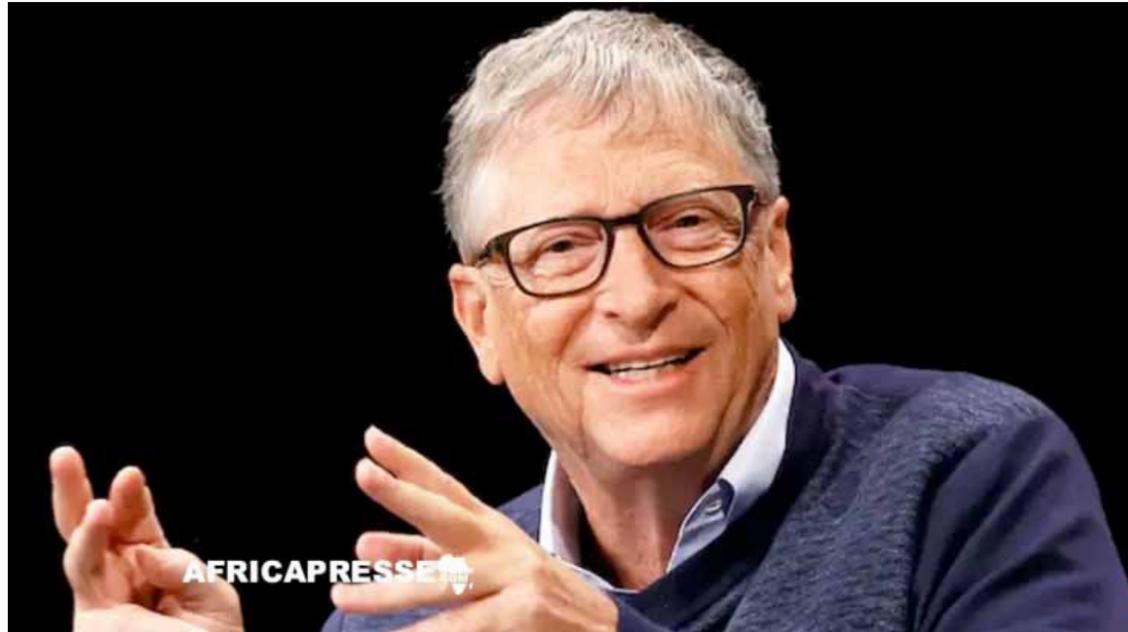
À travers sa fondation, l'ex-patron de Microsoft, Bill Gates, compte investir prioritairement dans la santé, l'éducation et l'innovation technologique. Trois piliers censés libérer le « potentiel humain africain » et construire des systèmes durables, dans un contexte de repli occidental.

Santé : une urgence vitale

Les chiffres sont implacables : plus de 220 millions de cas de paludisme ont été enregistrés en Afrique en 2023, causant plus de 600 000 décès, en majorité chez les enfants de moins de cinq ans. Chaque jour, 800 femmes meurent de complications évitables liées à la maternité, dont les deux tiers en Afrique subsaharienne. Bill Gates entend s'attaquer à ces tragédies évitables. Ses priorités : réduire la mortalité maternelle, éradiquer certaines maladies infectieuses et rendre les soins accessibles dans les zones rurales. L'intelligence artificielle pourrait, selon lui, transformer les systèmes de diagnostic, la logistique des hôpitaux et la surveillance épidémiologique.

Éducation : la clé du développement

L'Afrique reste le continent où la moitié des enfants non scolarisés dans le monde vit. Selon l'Unesco, 57 millions d'enfants africains ne sont pas en primaire, et près de 30 % des filles quittent



Bill Gates

l'école avant 13 ans. À cela s'ajoute une fracture numérique qui limite l'accès à l'apprentissage à distance. La Fondation Gates prévoit d'investir massivement dans l'éducation de base, la formation des enseignants et l'apprentissage numérique. Pour Gates, sans alphabétisation, la technologie ne servira à rien. « Investir dans l'humain est la seule voie vers une prospérité inclusive », a-t-il martelé.

Une réponse au désengagement des États-Unis

Ce geste retentissant intervient alors que l'administration Trump vient de geler l'aide étrangère et de démanteler l'USAID, privant l'Afrique d'un levier financier majeur dans les domaines de la santé et du développement. La coïncidence n'a rien d'anodin. Bill Gates, critique assumé de Donald Trump, entend assumer le rôle

de contre-pouvoir humanitaire. Mais cette philanthropie géante soulève aussi des questions géopolitiques. Peut-on confier l'avenir de millions d'Africains à un acteur privé étranger, aussi bien intentionné soit-il ? Quelle légitimité une fondation privée a-t-elle pour orienter les politiques pu-

« Investir dans l'humain est la seule voie vers une prospérité inclusive »

bliques d'un continent ?

Une manne colossale, des risques bien réels

Sur le plan géoéconomique, la somme promise équivaut à plus de trois années d'aide publique mondiale au dé-

veloppement vers l'Afrique. À court terme, elle pourrait combler les failles budgétaires des États africains et attirer des investissements supplémentaires. Mais le risque de dépendance est réel. Cette centralisation des financements autour d'un seul mécène pourrait affaiblir les capacités des gouvernements à définir leurs propres priorités, et marginaliser les acteurs locaux. Des organisations non gouvernementales redoutent déjà un effet de « gouvernance philanthropique », où l'argent impose une vision étrangère du développement.

Un pari sur l'avenir... à condition

Bill Gates a fixé la fin de sa mission à l'horizon 2045, date à laquelle sa fondation prévoit de se retirer. Une échéance qui pose une question cruciale : que restera-t-il après ? Un modèle

reproductible et autonome ? Ou une architecture vacillante, construite sur des financements temporaires ? Les observateurs saluent l'audace et la vision. Mais ils appellent à la vigilance. Le succès de cette initiative ne dépendra pas uniquement des milliards dépensés, mais de la manière dont les États africains resteront maîtres de leur développement, tout en bâtissant des institutions solides, capables de survivre à la philanthropie. L'Afrique doit aussi rester vigilante, face à cette aide qui doit compléter, et non supplanter, les efforts publics, locaux et internationaux. Elle ne doit non plus dicter une vision de développement technocratique et occidentalisée, mais servir de catalyseur pour des politiques publiques justes, inclusives et souveraines.

Le geste de Bill Gates est sans précédent. Mais il rappelle aussi à la communauté internationale ses responsabilités oubliées. Si un homme seul peut investir autant dans l'avenir d'un continent, c'est peut-être parce que les grandes puissances et les institutions multilatérales ont déserté. L'Afrique a besoin d'investissements. Mais plus encore, elle a besoin de confiance, de respect, et d'un partenariat équitable. L'histoire jugera si cette gigantesque promesse aura changé le destin du continent - ou si elle n'aura été qu'un mirage technophile de plus.

Noël Ndong

Musée
du Bassin du Congo

galeria CONGO
ARTS ET EXPRESSIONS

VISITEZ LE
MUSÉE-GALERIE
DU BASSIN DU CONGO

L'ART
dans toutes ses
expressions de la
TRADITION
MODERNITÉ

Expositions
et projections :

- Sculptures
- Peintures
- Céramiques
- Musique

LUTTE ANTIPALUDIQUE EN AFRIQUE

Entre espoirs technologiques et fragilités structurelles

Parmi les grandes causes sanitaires du XXI^e siècle, la lutte contre le paludisme en Afrique s'impose comme un combat aussi vital que complexe.

Si les chiffres traduisent une progression indéniable - 13 millions de vies sauvées et deux milliards d'infections évitées en vingt-cinq ans -, cette réussite reste fragile. Le paludisme demeure la première cause de mortalité dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne, et le continent concentre à lui seul 95 % des cas mondiaux. Alors que des innovations porteuses d'espoir voient le jour, plusieurs obstacles majeurs menacent la durabilité des progrès accomplis.

Des avancées scientifiques sans précédent

L'optimisme repose d'abord sur une dynamique scientifique sans précédent. La généralisation des moustiquaires imprégnées de double insecticide, l'introduction progressive de nouveaux vaccins antipaludiques comme le RTS,S (Mosquirix) et les efforts continus en matière de diagnostic rapide et de traitements combinés à base d'artémisinine illustrent une offensive technologique bien engagée. Les nouvelles approches intègrent également l'intelligence artificielle pour la cartographie des zones à risque, ou encore la génétique dans la lutte contre la reproduction des moustiques. Le paludisme n'est plus seulement combattu avec des outils traditionnels, mais avec l'appui de la science de pointe.



L'utilisation de la moustiquaire pour se protéger contre le paludisme/DR

Résistances croissantes : une menace sous-estimée

Toutefois, ces progrès sont freinés par un phénomène préoccupant : la montée en puissance des résistances. D'une part, les moustiques adaptent leur comportement et deviennent de plus en plus résistants aux insecticides utilisés depuis les années 2000. D'autre part, le parasite *Plasmodium falciparum* montre une résistance croissante à certains traitements, notamment en Afrique de l'Est. Ces mutations biologiques obligent les chercheurs et les autorités sanitaires à ré-

viser constamment leurs stratégies, dans une course contre la montre où les moyens ne suivent pas toujours. L'innovation seule ne suffira pas si elle n'est pas soutenue par des systèmes de santé robustes et bien financés.

Le financement, talon d'Achille de la lutte antipaludique

Le véritable point de fragilité est financier. Le recul de l'aide internationale, notamment après le gel de l'USAID imposé par l'administration Trump, a provoqué une onde de choc

sur le terrain. Le Sahel, région déjà instable, en paie le prix fort : retards dans la distribution de moustiquaires, pénuries de médicaments, campagnes de sensibilisation avortées. Selon le Malaria Atlas Project, une seule année de gel complet du financement américain pourrait entraîner 15 millions de cas supplémentaires et plus de 100 000 décès. Il ne s'agit donc pas seulement d'un enjeu de solidarité, mais de vie ou de mort à grande échelle. Cette dépendance excessive à l'aide étrangère met également en lumière une faiblesse structurelle

: l'absence de souveraineté sanitaire dans de nombreux pays africains. Tant que les stratégies nationales de lutte dépendront des décisions politiques prises à Washington, Bruxelles ou Londres, leur efficacité restera vulnérable.

Quel avenir pour l'Afrique face au paludisme ?

Malgré les défis, des leviers existent. La lutte antipaludique ne peut réussir sans l'intégration totale des systèmes de santé locaux, encore trop souvent négligés. L'amélioration de l'accès aux soins dans les zones rurales, la formation du personnel médical, et l'ancrage communautaire des politiques de prévention sont des conditions essentielles pour pérenniser les acquis. L'Afrique a aussi besoin d'un agenda de recherche propre, piloté par ses universités, ses centres scientifiques et ses gouvernements. Des institutions comme l'Institut de recherche en santé de l'Afrique de l'Ouest au Burkina Faso montrent qu'il est possible de produire de la science de qualité sur le continent, mais ces structures doivent être mieux financées et valorisées. Enfin, la sensibilisation des populations reste un pilier de la lutte. Le paludisme n'est pas seulement une affaire de moustiques et de vaccins, mais aussi de comportements, d'éducation sanitaire, et de confiance envers les services publics.

Noël Ndong

NÉCROLOGIE

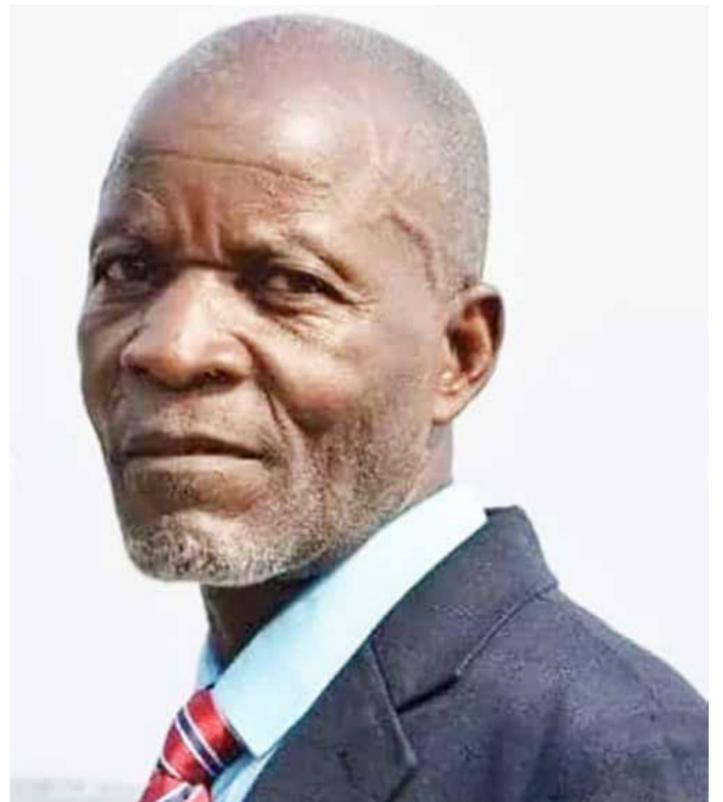
Cyriaque Brice Zoba, le lieutenant-colonel de la gendarmerie nationale Adelin Matouridi et famille ; Pélagie Nicole Diafouka Mampouya et enfants annoncent aux parents, amis et connaissances le décès de leur fils, frère et père Mesmin Degonzague Matouritidi, survenu le 23 mai à Brazzaville.

La veillée mortuaire est située au n°38, rue Loudima à Moundali.

La date et le lieu de l'inhumation seront fixés ultérieurement.



Groupe vocal «Les Anges», au centre Mesmin Degonzague Matouridi



CRISE EN RDC

Le chef de l'Etat favorable à une rencontre avec Martin Fayulu

Quelques heures après l'appel à l'unité du leader de l'opposition, Martin Fayulu, la présidence de la République a annoncé, via la porte-parole adjointe Tina Salama, la disponibilité du chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, de le rencontrer en vue de « sauver la République ».

Martin Fayulu s'était adressé directement aux trois protagonistes que sont le président de la République, son prédécesseur Joseph Kabila et Corneille Nangaa de l'AFC/M23. Son appel pressant à l'unité nationale a visiblement trouvé un écho favorable au sommet de l'Etat.

Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo a fait savoir, par l'intermédiaire de sa porte-parole Tina Salama, qu'il était disposé à rencontrer le leader de l'Ecide pour discuter de la crise que traverse le pays. Dans un tweet publié sur son compte X, Tina Salama a relayé la position du chef de l'Etat. « *Le président de la République salue le patriotisme et le sens d'engagement pour la cohésion nationale affichés par M. Martin Fayulu et affirme sa disponibilité à le rencontrer pour sauver la République de la prédation qui menace nos institutions et notre intégrité territoriale* », a-t-elle fait savoir.

Cette réaction immédiate témoigne de l'urgence de la situation et de la nécessité d'une concertation entre les



Le président Félix Tshisekedi et l'opposant Martin Fayulu/DR

« Le président de la République salue le patriotisme et le sens d'engagement pour la cohésion nationale affichés par M. Martin Fayulu et affirme sa disponibilité à le rencontrer pour sauver la République de la prédation qui menace nos institutions et notre intégrité territoriale »

différentes forces politiques du pays. Visiblement satisfait de cette première avancée, l'entourage de Martin Fayulu a salué l'ouverture du président Tshisekedi. « *C'est un signe fort qui montre que le message a été entendu. Maintenant, il faut que tous les acteurs concernés, y compris Joseph Kabila et Corneille Nangaa, répondent présents pour que ce dialogue soit inclusif* », a confié un proche du leader de l'opposition.

Si la rencontre entre Fayulu et Tshisekedi semble désormais acquise, l'enjeu réside dans la capacité à élargir ce dialogue aux autres figures-clés de la crise. La balle est désormais dans le camp de Joseph Kabila et de Corneille Nangaa, dont les réactions sont attendues dans les prochains jours. Après des mois de tensions et de divisions, l'appel de Fayulu pourrait bien marquer le début d'une nouvelle dynamique dans le pays. Reste à savoir si elle sera suffisante pour sortir le pays de l'impasse.

Martin Engimo

NATIONS UNIES

La RDC prête à porter sa voix au Conseil de sécurité

L'Assemblée générale des Nations unies a élu cinq nouveaux membres non permanents du Conseil de sécurité pour un mandat de deux ans. Parmi les pays élus, la République démocratique du Congo (RDC) et le Liberia représenteront l'Afrique, accompagnés de la Colombie, du Bahreïn et de la Lettonie. Cette élection illustre à la fois les équilibres géopolitiques régionaux et les aspirations de chaque Etat à jouer un rôle plus actif dans la gouvernance mondiale.

Le Conseil de sécurité est l'organe onusien chargé de maintenir la paix et la sécurité internationale, composé de quinze membres. Si ses cinq permanents qui sont la Chine, la France, la Russie, les Etats-Unis et le Royaume-Uni disposent du droit de veto, les dix autres membres non permanents participent au débat, proposent des résolutions et votent les décisions. Leur rôle est donc stratégique, même s'il est parfois limité dans les faits par les clivages entre grandes puissances.

Pour ce mandat la RDC, pays régulièrement affecté par les conflits armés internes et ré-

gionaux, entend faire entendre la voix de l'Afrique centrale. Forte de son expérience dans la gestion des crises et de processus de paix complexe, elle souhaite faire valoir une approche pragmatique des opérations de maintien de la paix d'autant plus qu'elle héberge l'une des plus grandes missions onusiennes, la Monusco. Le Liberia, quant à lui, prévoit de se concentrer sur des défis mondiaux tels que les inégalités et le changement climatique, tout en mettant l'accent sur l'unité africaine et la coopération régionale.

La Colombie, élue avec 180 voix sur 188, entame son huitième

mandat au Conseil de sécurité. Sa campagne, sous le slogan « *Expérience construisant la paix* », mettait en avant son engagement dans les processus de paix, notamment l'accord avec les FARC en 2016. Le pays prévoit de promouvoir des initiatives axées sur la paix, les droits humains et la préservation de l'environnement.

Bahreïn, en tant que représentant du monde arabe, s'engage à promouvoir la paix au Moyen-Orient, notamment en plaidant pour un cessez-le-feu à Gaza et en soutenant une solution à deux Etats dans le conflit israélo-palestinien.

Pour la première fois membre du Conseil, la Lettonie souhaite apporter son expérience historique en matière de conflits et son engagement en faveur de la paix mondiale, en particulier en ce qui concerne l'Ukraine et d'autres zones de conflit.

Ces Etats succéderont ainsi à l'Algérie, la Guyane, la République de Corée, la Sierra Leone et la Slovaquie à partir du 1er janvier 2026 et rejoindront les cinq autres membres non permanents en poste pour compléter la composition du Conseil de sécurité.

Jean Pascal Mongo-Slyhm (Stagiaire)



Banque des Etats de l'Afrique Centrale - Services Centraux
Commission Générale de passation des marchés N° 1

APPEL D'OFFRES RÉGIONAL OUVERT N°69/BEAC/SG-DPMG/AORO/TVX/2025 POUR LA CONSTRUCTION DE L'AGENCE DE LA BEAC À AMDJARASS – RÉPUBLIQUE DU TCHAD

Dans le cadre de sa politique de gestion du patrimoine, la Banque des Etats de l'Afrique Centrale envisage, sur ressources propres, de construire un immeuble devant abriter son Agence à Amdjarass en République du Tchad. A cet effet, elle invite, par le présent avis d'appel d'offres, les entreprises domiciliées en zone CEMAC, qualifiées, intéressées et remplissant les conditions requises, à présenter une soumission.

Le processus se déroulera conformément aux dispositions du Code des marchés de la BEAC.

Les entreprises peuvent obtenir un complément d'information à l'adresse ci-dessous, entre 9 heures et 12 heures, les jours ouvrés. Le dossier d'appel d'offres rédigé en français peut être consulté gratuitement, acheté et retiré à l'adresse indiquée ci-dessous.

BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE – SERVICES CENTRAUX
Direction Générale de l'Exploitation – DGAM, 14ème étage, porte 1412
736 : Avenue Monseigneur Vogt - BP 1917 Yaoundé - Cameroun
60 40 23 222 (+237); 30 40 23 222 (+237): postes 5452, 5402 ou 5403
29 33 23 222 (+237):
@ : dgam.scx@beac.int

La participation au présent appel d'offres est conditionnée par le paiement de la somme non remboursable de cinq millions (5 000 000) francs CFA. Le paiement devra être effectué par virement bancaire ou en espèces aux guichets de la BEAC à l'exception du Bureau de Paris.

La visite de site est facultative. Néanmoins, les soumissionnaires s'étant acquittés des frais de soumission seront autorisés, à leurs propres frais, à prendre part à la visite de site prévue le mercredi 18 juin 2025 à 10 heures.

Les soumissions, obligatoirement accompagnées d'une garantie bancaire de soumission sous forme de garantie autonome à première demande, conforme au modèle joint dans le DAO, sans aucune mention manuscrite et d'un montant forfaitaire de cinq millions (5 000 000) francs CFA, devront être déposées à l'adresse indiquée ci-après, au plus tard le jeudi 10 juillet 2025 à 13 heures précises. Les soumissions reçues après le délai fixé seront rejetées.

BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE – SERVICES CENTRAUX
BUREAU D'ORDRE 15ème étage, porte 15.01
736 : Avenue Monseigneur Vogt - BP 1917 Yaoundé - Cameroun

Les soumissions seront ouvertes en deux phases aux Services Centraux de la BEAC à Yaoundé. Les plis administratifs et techniques seront ouverts le jeudi 10 juillet 2025 à 14 heures. Les plis financiers seront ouverts le jeudi 24 juillet 2025 à 12 heures. Ces ouvertures se tiendront en présence des représentants des soumissionnaires dûment mandatés par un document écrit signé du dirigeant de l'entreprise, qui souhaiteraient assister à la séance d'ouverture.

Yaoundé, le

Le Responsable,



Banque des Etats de l'Afrique Centrale - Services Centraux
Commission Générale de passation des marchés N° 1

Appel d'offres régional ouvert no70/BEAC/SG-DPMG/AORO/Bien/2025 pour la fourniture, l'installation, la mise en service, la formation et la maintenance, en lots indépendants, d'un système d'extinction automatique à gaz (EAG) dans le local serveur informatique de divers Centres de la BEAC

Dans le cadre de sa politique de gestion de son patrimoine, la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) envisage, sur ressources propres, la fourniture, l'installation, la mise en service, la formation et la maintenance, en lots indépendants, d'un système d'extinction automatique à gaz (EAG) dans le local serveur informatique de divers Centres de la BEAC. A cet effet, elle invite, par le présent avis d'appel d'offres, les entreprises domiciliées en zone CEMAC, qualifiées, intéressées et remplissant les conditions requises, à présenter une soumission. Le présent appel d'offres est subdivisé en lots indépendants comme suit :

-lot 1 « Ebebiyin en République de Guinée Equatoriale » ;
-lot 2 « Yaoundé en République du Cameroun »

Le processus se déroulera conformément aux dispositions du Code

des marchés de la BEAC.

Les entreprises peuvent obtenir un complément d'information à l'adresse ci-dessous, entre 9 heures et 12 heures, les jours ouvrés. Le dossier d'appel d'offres rédigé en français peut être consulté gratuitement et retiré contre le paiement des frais de soumission, à l'adresse indiquée ci-dessous.

BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE – SERVICES CENTRAUX
Direction Générale de l'Exploitation – DGAM, 14ème étage, porte 1412
736 : Avenue Monseigneur Vogt - BP 1917 Yaoundé - Cameroun
222 (+237); 30 40 23 222 (+237):
60 40 23 postes 5452, 5402 ou 5403
29 33 23 222 (+237):
@ : dgam.scx@beac.int

La participation au présent appel d'offres est conditionnée par le paiement de la somme non remboursable de cent mille (100 000) francs CFA par lot. Le paiement devra être effectué par virement bancaire ou en espèces aux guichets de la BEAC à l'exception du Bureau de Paris.

Les entreprises s'étant acquittés des frais de soumission, sont autorisées à effectuer la visite du site qui se tiendra le mardi 10 juin 2025 à 11 heures pour le lot 1 et le jeudi 12 juin 2025 à 11 heures pour le lot 2.

Les soumissions, obligatoirement accompagnées d'une garantie bancaire de soumission sous forme de garantie autonome à première demande, conforme au modèle indiqué dans le DAO et d'un montant forfaitaire d'un million (1 000 000) FCFA, devront être déposées à l'adresse indiquée ci-après, au plus tard le vendredi 04 juillet 2025 à 12 heures précises. Les soumissions reçues après le délai fixé seront rejetées.

BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE – SERVICES CENTRAUX
BUREAU D'ORDRE 15ème étage, porte 15.01
736 : Avenue Monseigneur Vogt - BP 1917 Yaoundé - Cameroun

Les soumissions seront ouvertes en deux phases aux Services Centraux de la BEAC à Yaoundé. Les plis administratifs et techniques seront ouverts le vendredi 04 juillet 2025 à 13 heures. Les plis financiers seront ouverts le vendredi 18 juillet 2025 à 13 heures. Ces ouvertures se tiendront en présence des représentants des soumissionnaires dûment mandatés par un document écrit signé du dirigeant de l'entreprise, qui souhaiteraient assister à la séance d'ouverture.

Yaoundé, le

Le Responsable,

SAISON SPORTIVE 2024-2025

Les ligues de close combat, tonfa et kyuksul se mettent aux pas

Les ligues départementales de close combat, tonfa et kyuksul de Brazzaville ont lancé, le 1^{er} juin, au centre de formation de Gothia, leur saison sportive respective.

S'inscrivant dans le respect des prescriptions de la tutelle, ces trois instances d'arts martiaux qui gèrent indépendamment ces disciplines au niveau de Brazzaville ont ouvert la saison sportive à travers une séance de démonstration couplée à une grande marche sportive.

Aux côtés des dirigeants et athlètes de certaines disciplines sœurs comme le tir à l'arc, Nihon taijutsu, le karaté et le kwankido, les dirigeants des ligues qui étaient à l'honneur ont offert, symboliquement, des équipements aux clubs sous tutelle. Après les prestations s'en est suivie une marche sportive dont le but consistait à renforcer la cohésion sportive ainsi que l'aguerrissement.

Au nom du directeur départemental des Sports de Brazzaville, Mme Françoise Olongot a invité les responsables des ligues à continuer à travailler sur les axes prioritaires, notamment la formation des cadres et athlètes puis la vulgarisation de leurs disciplines, dans tous les arrondissements de la ville capitale.

Rude Ngoma



L'entraîneur national du close combat reçoit les kits/Adiac

FOOTBALL

Le bilan des Diabes rouges et des Congolais de la diaspora en Europe

De la révélation Massoumou à Bakou aux saisons ratées de Nkounkou ou Ayina, retrouvez le bilan des Congolais d'Europe (partie 1)

Albanie

Quatrième de saison régulière et demi-finaliste de la Coupe, le Partizani Tirana boucle sa saison sans trophée et sans éclat. Seule la qualification pour le 1^{er} tour préliminaire de la Ligue Europa Conférence sauve le bilan du club d'Archange Binstouka.

Au niveau personnel, l'international congolais a joué 45 matches, dont quatre en éliminatoires de la Ligue Europa Conférence.

L'avant-centre, en fin de contrat en juin 2025, totalise 6 buts et 5 passes décisives, tous en saison régulière. Un total intéressant, mais qui laisse toutefois un goût d'inachevé. Mobile et actif, il se crée beaucoup d'occasions durant les matches, avec un taux d'efficacité qui laisse à désirer. C'est dans ce secteur qu'il doit progresser.

A lui désormais de trouver où.

Allemagne

Poussé vers la sortie à Monaco, l'été dernier, Chrislain Matsima a fait son nid dans sa nouvelle maison, Augsburg. Au sein de l'équipe allemande, qui s'est classée 12^e de Bundesliga après une très bonne seconde partie de saison, le grand (1m93) a franchi un palier avec 34 matches joués, dont 30 comme en championnat, 28 comme titulaire, pour 1 but et 1 passe décisive.

Prêté l'été dernier, le vice-champion olympique français d'origine congolaise, a vu son option d'achat levée en janvier et est désormais lié jusqu'en 2029.

Désigné à deux reprises comme « rookie » (recrue) du mois en janvier et en mars, il devra désormais confirmer.

Ce que n'a pas su faire Niels Nkounkou. En effet, le piston gauche de 24 ans, qui sortait d'une belle saison 2023-2024, n'a joué que 12 matches de championnat, dont 4 titularisations.

Au nom de l'alternance imposée par le staff, dont l'objectif était de se qualifier pour la Ligue des champions, l'ancien Marseillais a davantage joué en Ligue Europa (8 matches, 5 titularisations), sans pour autant convaincre.

Sous contrat jusqu'en 2028, l'ancien joueur de Saint-Etienne pourrait aller voir ailleurs si l'herbe est plus verte.

En Regionalliga Nord, le 4^e échelon allemand, Aurel Mboundou Loubongo rend une copie correcte avec 5 buts et 6 passes décisives en 28 matches, dont 21 titularisations.

Son club termine à la 11^e place.

Sous contrat jusqu'en juin 2026, il devrait essayer de rebondir à un échelon supérieur. Reste à savoir si l'ailier de 23 ans, qui n'avait pas réussi à



Une saison intéressante mais au goût d'inachevé pour Archange Binstouka (DR)

percer en Liga 3 la saison précédente (10 apparitions avec Essen), a le niveau pour jouer plus haut.

Angleterre

Avec seulement 12 titularisations en 39 apparitions (33 en championnat), William Hondermarck aura été un joueur de complément. Rarement décisif lors de ses entrées (1 passe décisive en EFL Trophy), le milieu axial de 24 ans ne sera pas retenu, alors que son contrat est terminé.

Northampton Town se classe à la 19^e place.

Saison presque blanche pour Loïck Ayina, qui n'a disputé qu'un match de Cup U21 (comme capitaine). Appelé à une reprise en League One, que Huddersfield a terminé à la 10^e place, l'Orléanais de naissance n'est pas entré en jeu.

Le défenseur de 22 ans n'avait déjà pas su convaincre lors de ses prêts à Dundee et Ross County.

En fin de contrat, le natif de

Brazzaville va devoir lever les doutes sur son potentiel réel sous peine de s'enliser dans les méandres des divisions inférieures.

C'est le cas d'Offrande Zanzala, ancienne « pépite » de Derby County, qui évolue désormais, à 28 ans, en 6^e division (National League South) après une première partie de saison ratée en 5^e division : 12 matches sans but avec Fylde, puis 2 buts en 12 apparitions avec Torquay. En fin de contrat, il ne sera pas conservé.

Autriche

Formé au PSG, Queyrell Tchicamboud, 19 ans, est arrivé à Linz l'été dernier, après un passage au FC Copenhague. L'attaquant, sous contrat jusqu'en juin 2028, a joué une minute en équipe première, et 15 avec la réserve.

Azerbaïdjan

Arrivé en Europe par la petite porte de derrière, Domi Jaurès Massoumou s'est révéilé cette saison avec Qabala. L'international congolais U20 a largement participé au titre de 2^e division de son équipe, promue en 1^{re} division avec 16 buts.

Un total qui lui a permis de s'adjuger la première place du classement des buteurs.

Ses prestations devraient lui valoir des sérieuses sollicitations. A un an de la fin de son contrat, rien n'assure qu'il reste à Qabala dans les prochaines semaines.

Camille Delourme



AVIS A MANIFESTATION D'INTÉRÊT N°001/DGM-CG/AEN-2025 RELATIF AU RECRUTEMENT D'UN(E) RESPONSABLE DES COMPOSANTES POUR LE COMPTE DU PROJET DGM CONGO.

1. Contexte et justification

La République du Congo a bénéficié d'une subvention du Mécanisme Spécial de Dons (Dedicated Grant Mechanism), DGM en sigle, d'un montant global de 4.5 millions USD ; c'est une initiative mondiale qui soutient la participation des Peuples Autochtones et des Communautés Locales (PACL) dans l'effort de réduction des émissions de gaz à effet de serre issues de la déforestation et de la dégradation des forêts et à promouvoir une gestion durable des forêts et des stocks de carbone forestier dans le cadre du processus REDD+.

Le DGM comprend des projets nationaux menés dans 14 pays pilotes (la République du Congo, la République Démocratique du Congo (RDC), le Mexique, la République Démocratique Populaire du Laos, le Burkina Faso, le Brésil, le Pérou, le Ghana, l'Indonésie, le Mozambique, le Guatemala, l'Equateur, la Côte d'Ivoire et le Népal) et constitue un Projet mondial d'apprentissage et d'échange des connaissances. Les projets nationaux sont conçus en fonction du contexte et des priorités des PACL dans les pays concernés. Sa gouvernance est entièrement assurée par les représentants des PACL à tous les niveaux à travers un Comité de Pilotage National (CPN) qui approuve les sous-projets dont la mise en œuvre des activités est assurée par l'Agence d'Exécution Nationale.

En République du Congo, le Projet DGM Congo est financé par le Programme d'Investissement pour la Forêt (FIP) et administré par la Banque mondiale. Les objectifs de développement du projet sont de promouvoir des moyens de subsistance durables pour les peuples autochtones et les communautés locales, et de renforcer leur capacité à s'engager dans la gestion durable des ressources naturelles dans le cadre des processus liés à la REDD+ au niveau local, national et international.

Le projet cible les bénéficiaires répartis dans trois (3) départements des régions du nord (Plateaux, Sangha, Likouala). Les composantes du projet sont étroitement intégrées de manière à garantir une prise en compte simultanée des bénéficiaires à travers les activités structurées en trois composantes à savoir :

Composante 1 : Promotion des Activités Génératrices de Revenus (AGR) pour la gestion durable des ressources naturelles, qui a pour objectif de soutenir la mise en œuvre des activités qui amélioreront les moyens de subsistance des Populations Autochtones et des Communautés Locales (PACL) ciblés et financer des activités qui permettent une gestion traditionnelle et durable des ressources naturelles.

Composante 2 : Renforcement institutionnel, qui a pour objectif d'assurer la gestion durable des écosystèmes forestiers et de savane en République du Congo par les PACL dans le cadre du FIP (agroforesterie intelligente face au climat) et du processus REDD+.

Composante 3 : Gestion du projet, qui a pour objectif d'appuyer la gestion administrative de l'AEN et le suivi évaluation du projet.

Le Consortium CIPVIE-Caritas diocésaine d'Owando, en qualité d'Agence Nationale d'Exécution (AEN), assume la responsabilité de la mise en œuvre du projet DGM. Dans le cadre de cette mise en œuvre au Congo, l'AEN mobilise un personnel clé, principalement basé au siège, avec des missions spécifiques programmées dans la zone du projet, couvrant 15 districts, 45 villages et 58 GIEC répartis dans les départements de la Sangha, de la Likouala et des Plateaux.

Le personnel clé comprend : le Coordonnateur, le Spécialiste en passation des marchés, le Responsable de Gestion Administrative et financière, le Chef comptable, l'Expert en suivi des sauvegardes sociales, l'Expert en suivi des sauvegardes environnementales, l'Expert en planification, suivi-évaluation et capitalisation, le Responsable des composantes, ainsi que le Responsable de la communication.

Dans le souci de garantir une mise en œuvre efficace, inclusive et conforme aux objectifs du projet, en particulier s'agissant du déploiement des Activités Génératrices de Revenus (AGR) sur le terrain, le recrutement d'un nouveau Responsable des Composantes est essentiel à ce moment clé du projet, marqué par le démarrage opérationnel imminent des activités de terrain. Cette étape vise à assurer la continuité et renforcer l'équipe suite à un changement imprévu, en assurant la continuité des actions engagées, à maintenir l'implication active des parties prenantes à chaque étape du processus, et à renforcer la coordination technique des microprojets retenus dans le cadre du projet DGM.

2. Mandat

Placé sous l'autorité directe du Coordonnateur, le Responsable des Composantes du Projet DGM devra assurer l'encadrement de la conception technique, la supervision et le suivi de la mise en œuvre des composantes du projet. Il travaillera en étroite collaboration avec tous les autres membres de l'équipe de l'AEN, notamment le Responsable de la planification, du suivi-évaluation et de la capitalisation du projet DGM, ainsi qu'avec l'ensemble des parties prenantes de mise en œuvre des activités, en impliquant activement les communautés bénéficiaires dans toutes les phases du projet.

3. Commanditaire de la mission

L'Agence d'Exécution Nationale (AEN) du projet DGM CONGO, invite les candidats intéressés, éligibles et qualifiés à soumettre leur candidature en vue de la prestation des services requis pour ce poste.

4. Profil

Le (la) candidat(e) devra répondre aux critères ci-après :

- Avoir un diplôme de niveau au moins BAC+4 ou plus (Master ou Ingénieur) en sciences environnementales, en développement rural, en gestion de projet, ou tout autre domaine connexe ;
- Avoir une expérience professionnelle de 5 ans minimum dans la gestion de projets de développement rural, de développement communautaire, ou des projets de conservation et activités de la REDD+, avec une expérience spécifique dans le travail en milieu autochtones ;
- Avoir une connaissance approfondie des enjeux liés aux droits des PA, à la conservation des ressources forestières et à la gestion durable des écosystèmes ;
- Excellentes compétences en communication interculturelle et en négociation ;
- La maîtrise des langues parlées dans les zones du projet, la connaissance des langues locales autochtones serait un atout ;
- Connaissance avérée des principes, des méthodes de planification, de suivi et d'évaluation des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) et des projets communautaires ;
- Parler et écrire parfaitement la langue française, la connaissance de la langue anglaise est un atout ;
- Avoir une connaissance approfondie des applications courantes de logiciels de bureau (Word, Excel, PowerPoint, etc.)

N.B. :

- Seules les missions approuvées et attestées seront prises en compte lors de l'évaluation des candidatures ;
- Les candidatures féminines sont encouragées.

5. Dossiers de candidature

Les dossiers de candidature doivent inclure les éléments suivants :

- une lettre de motivation ;
- un Curriculum vitae (CV) actualisé et indiquant clairement les informations sur les expériences et les compétences en rapport avec la mission (mentionnant les qualifications et expériences pertinentes pour la mission, description des tâches réalisées dans des missions similaires) ;
- certificats ou attestations de travail ou autres pièces attestant l'expérience du candidat ;
- les références des anciens employeurs.

6. Lieu et Durée de la mission

La durée du contrat est de neuf (9) mois à temps plein à partir de Juillet 2025. Le contrat pourra être renouvelé pendant la durée du projet, en fonction de la bonne performance du responsable des composantes et les résultats d'évaluation obtenus.

Le responsable des composantes résidera à Brazzaville, mais

il/elle est appelé(e) à se déplacer régulièrement et au besoin dans toutes les zones d'exécution du projet.

Toutefois, le responsable des composantes pourra être également sollicité pour exécuter des missions du DGM Congo en dehors des zones du projet au plan national et des missions du DGM Congo sur le plan international.

7. Processus de sélection

La sélection du Candidat se fera en accord avec les procédures définies dans le Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement des Projets d'Investissements (FPI) de la Banque Mondiale (6^è édition de mars 2025). Les Candidats seront recrutés sur la base de leurs qualifications académiques, de leurs expériences professionnelles pertinentes et de leurs capacités à réaliser la mission.

Afin de retenir le candidat correspondant le mieux au profil attendu du poste en objet, le recrutement sera effectué en 2 phases :

- une phase de présélection des candidats par l'établissement d'une liste restreinte des candidats les plus qualifiés pour la mission au regard de l'analyse des dossiers reçus ;
- une phase de sélection par un interview de chacun des candidats présélectionnés sur la liste restreinte.

Les candidats intéressés et éligibles peuvent obtenir des informations supplémentaires et consulter les termes de référence (TDRs) de l'activité en envoyant un e-mail à l'adresse suivante : cipiviecaritas7@gmail.com, en consultant le site web du projet : www.dgmcongo.cg ou en se rendant à l'adresse indiquée ci-dessous, aux heures d'ouverture des bureaux, du lundi au vendredi, de 9h00 à 16h00.

Adresse : sis Case J.055 V - OCH Moungali III. / BP: 481 Brazzaville - Congo; Tél: +242 06 880 8181 / 05 680 8181; E-mail : cipiviecaritas7@gmail.com

8. Dépôt de candidature

Les manifestations d'intérêts doivent être rédigées en langue française et envoyées par écrit à l'adresse ci-dessus (en personne par courrier, ou par e-mail) au plus tard le lundi 16 juin 2025 à 14h30. Veuillez indiquer en objet de l'e-mail le titre de l'AMI.

Les dossiers soumis après la date et heure limite ne seront pas acceptés.

Fait à Brazzaville, le 5 juin 2025



Monsieur Borgia Roch OTOUNGOU-NDZA



INVITATION

Émile Gankama Vous convie à la présentation
 dédicace de son ouvrage : **TRIBALISTE TOI-MÈME !**
 Le clivage Nord/Sud au Congo Brazzaville.
 Idées reçues et manifestations. Parlons-en !



Lieu : Librairie Les Manguiers (Les Dépêches de Brazzaville)
 Date : **Vendredi 06 juin 2025** / Heure : **14 h 00**

Contact : +242 06 666 84 94

UN ESPACE DE VENTE UNE SÉLECTION UNIQUE DE LA LITTÉRATURE CLASSIQUE

AFRICAIN, FRANÇAIS ET ITALIEN

Essai, Roman, Bande dessinée,
 Philosophie, et plus encore...

UN ESPACE CULTUREL POUR VOS MANIFESTATIONS

- Présentation des ouvrages
- Conférences-débats
- Dédicaces
- Émissions Télévisées
- Ateliers de lecture et d'écriture



LIBRAIRIE
 LES MANGUIERS



HORAIRES
 D'OUVERTURE

Du lundi au
 vendredi **9H-17H**

Samedi **9H-13H**



Adresse : 54 Bd Denis Sassou N'Guesso
 Immeuble Les Manguiers (Milla), Brazzaville
 République du Congo

HAPKIDO**Les championnats nationaux auront lieu dans la capitale économique**

Les acteurs principaux de la Fédération congolaise de hapkido (Fécohap) se sont réunis le 1er juin, à Pointe-Noire, en conseil fédéral extraordinaire. Ils ont fait le bilan à mi-parcours du bureau fédéral avant de discuter sur le programme d'activité et la délocalisation du siège de la fédération.

Plusieurs points liés au bon fonctionnement de l'hapkido ont été non seulement évoqués mais surtout débattus. Sans langue de bois, les participants à la réunion se sont accordés sur la délocalisation du siège, le changement du logo de la fédération et la tenue des championnats nationaux.

Désormais, le siège fédéral qui était à Pointe-Noire se trouve maintenant au n°157, rue Nko, quartier 43, Plateau des 15 ans, Moundali/Brazzaville. Il a été validé et présenté tandis que l'édition 2025 des championnats nationaux va se dérouler du 14 au 17 août à Pointe-Noire.

Dirigé par le président du Conseil, Edmond Narcisse Gantsie-Dzia, secondé par le premier vice-président, Arnel Ghislain Matanzala, le Conseil fédéral extraordinaire a été supervisé par la direction générale des Sports, représentée



Les participants au conseil/DR

par le directeur départemental, Joseph Biangou Ndinga. A la fin des travaux, les participants ont adopté une motion spéciale pour confirmer leur gratitude à l'endroit du ministère en charge des Sports qui ne cesse d'accompagner

la Fécohap dans la réalisation de ses tâches. La reconnaissance a été aussi exprimée à l'endroit de la Korean hapkido fédération qui a donné son quitus pour la représentation de cette discipline en République du Congo.

Notons que la Fécohap, anciennement Association congolaise de hapkido, s'est constituée en fédération le 28 décembre 2024. Depuis lors, elle se distingue par le dynamisme de son bureau exécutif et la dextérité de ses athlètes.

Lors de leur première sortie en compétitions internationales, les athlètes ont positivement honoré le Congo à l'Open international de l'hapkido qui s'est tenu en mai dernier, glanant des médailles.

Rude Ngoma

CHANGEMENT DE NOM

On m'appelle N'Souza Milandou Christina Ninelle.

Je desir être appelée désormais N'Souza Christna Ninelle.

Toute personne justifiant d'un intérêt légitime pourra s'opposer dans un délai de trois mois.

NÉCROLOGIE

Jules César Ollébi, agent des Dépêches de Brazzaville, informe les parents, amis et connaissances du décès, le 25 mai, de leur fille Caroline Issema.

La veillée mortuaire est située au n°64, rue Dahomey à Poto-Poto. La date de l'inhumation sera communiquée ultérieurement.

**ANNONCE OFFRE D'EMPLOI**

Le Cabinet CIEL OUVERT spécialisé dans l'assistance et conseil recherche pour le compte de son client, acteur majeur dans le secteur de l'Audit & Conseil, le Conseil Juridique et Fiscal :

DEUX (2) AUDITEURS SENIORS (H/F) - Réf/N° COGF-AUS-232/25-05

UN (1) ASSISTANT CONFIRMÉ EXPERTISE COMPTABLE (H/F) - Réf/N° COGF-ACE-233/25-05

Pour connaître les détails de l'offre, veuillez consulter notre site web www.cielouvertcg.com dans la rubrique NEWS ou nos réseaux sociaux CIEL OUVERT :

<https://www.facebook.com/profile.php?id=61552347651482>

https://www.linkedin.com/in/ciel-ouvert-895054296/?lipi=urn%3Ali%3A-page%3Ad_flagship3_feed%3BZnbg!5%2BPQKaysz%2FqLZgMEg%3D%3D

Merci de nous adresser votre candidature, en envoyant votre CV et lettre de motivation uniquement par courriel : recrutement@cielouvertcg.com

La date limite de réception des candidatures est fixée au 10 juin 2025 à 17h30.

Pour plus d'info contactez-nous : (+242) 06 654 3340 / 04 074 4959 - info@cielouvertcg.com

ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DE LA FRANCOPHONIE

Le Congo prend une part active aux débats de Cotonou

Conduite par le président de l'Assemblée nationale, Isidore Mvouba, la délégation congolaise a participé aux travaux de la 31e assemblée régionale Afrique de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie, qui ont pris fin le 4 juin à Cotonou, au Bénin.

Arrivé à Cotonou le jour même de l'ouverture des travaux, le 2 juin, le président actif de la section APF-Congo, Isidore Mvouba, intervenant sur le point relatif aux stratégies innovantes pour accélérer l'accès à l'énergie sur l'ensemble des territoires africains, a partagé l'expérience congolaise en la matière. « *Que peut-on faire sans énergie ? Malheureusement, le tableau que présente l'Afrique est absolument catastrophique. En ce qui concerne le Congo, nous avons opté pour le patronat républicain. Au moment où je vous parle, plusieurs accords ont été signés par le ministère des Hydrocarbures et la Société nationale du pétrole du Congo. Au cours des derniers mois, avec différentes entreprises, comme je l'ai dit, notamment avec la société TEC, la société Yeris, le COIL et la société Ghana Petroleum Corporation, et dans le secteur du gaz avec des énergies en ouverture* », a présenté le président de l'Assemblée



La délégation des parlementaires congolaises à Cotonou/DR

nationale. Selon lui, ce climat des affaires qui a vocation à attirer les partenariats public-privé et les investissements directs étrangers plus tôt peut apporter au pays des moyens lui permettant de faire face à des financements qui sont d'un niveau important. La présence active du Congo à Cotonou réaffirme son engagement constant en faveur de la coopération interparlementaire francophone. Un engagement s'inscrivant dans la continuité d'un rôle de premier plan car le pays a abrité, du 15 au 17 avril dernier,

la 16e Conférence des présidents des Parlements de la région Afrique de l'APF. Cette rencontre qui a balisé le chemin menant à Cotonou a confirmé le statut du Congo d'acteur central et moteur dans la promotion des valeurs démocratiques et du développement au sein de l'espace francophone, à en croire le chef de la délégation congolaise. Le rassemblement de Cotonou est un rendez-vous essentiel pour la diplomatie parlementaire africaine car il est d'importance capitale. S'agissant de la cérémonie d'ouverture, plusieurs

allocutions dont celles du président du Comité d'organisation, Assan Seibou; de la déléguée générale de l'APF, Amélia Lakrafi; et du ministre des Affaires étrangères du Bénin, Olushegun Bakari, ont donné une orientation aux débats. Présidant les travaux, le président de l'Assemblée nationale du Bénin, Louis Gbèhounou Vlavanou, a souligné l'importance des échanges. En effet, les parlementaires africains se sont penchés sur des thématiques fondamentales et d'actualité telles que la position de la Francopho-

nie africaine face aux bouleversements géopolitiques mondiaux ; l'impact du dividende démographique sur le développement socioéconomique du continent ; les stratégies innovantes pour accélérer l'accès à l'énergie sur l'ensemble des territoires africains.

Faisant partie de la délégation congolaise, le vice-président du Réseau des jeunes parlementaires de l'APF, Yves Fortuné Moundelé Ngollo-Ehourossia, revient sur la position de son pays à ces assises. « *Le Congo prendra part aux travaux comme tous les autres pays, il essaiera d'apporter sa valeur ajoutée. Vous savez que le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, est un homme de paix, un homme de dialogue, et nous nous inscrivons dans cette continuité* », a laissé entendre le membre du bureau de l'APF.

Notons que la journée du 3 juin a été marquée par un huis clos des présidents d'Assemblées et chefs de délégation.

Parfait Wilfried Douniama

INTERNATIONAL OPEN ESPOIR

Le Club Crystal Do honore le taekwondo congolais au Gabon

Au terme des combats de la troisième édition de l'International open espoir qui s'est tenue le 1er juin au Gymnase du Prytanée militaire, à Libreville, au Gabon, l'un des grands et meilleurs clubs de taekwondo de Pointe-Noire a fait ses preuves en remportant quatre médailles dont trois en bronze et une en or.



Remise des médailles/Adiac

Le club Crystal Do que dirige Me Rihan Adel n'a pas dérogé à son principe pendant les compétitions nationales et internationales. Celui-ci a représenté dignement la République du Congo à la troisième édition de l'International open espoir en terminant parmi les meilleurs sur le podium. Avec seulement trois athlètes en lice, les représentants du Congo ont donné le meilleur d'eux et marqué positivement leur passage dans cette compétition qui réunit les jeunes issus de plusieurs pays de la sous-région.

La délégation congolaise a été composée d'un coach, Olivier Christian Mananga, et de trois athlètes, à savoir Rosny Matadi, Audin Serge Samba et Dann Daddy Mabounda. Parmi ces jeunes certains représentent le Congo lors des compéti-

tions internationales. La médaille d'or a été remportée par Serge Audin Samba dans la catégorie des -58kg. Par équipe, la délégation congolaise est terminée sur la troisième place du podium.

Ce club, reconnu par la Fédération congolaise de taekwondo et la Ligue départementale de Taekwondo Pointe-Noire, entend améliorer ses performances lors des prochaines occasions. Son président souhaite ainsi être soutenu par les adeptes des arts martiaux, en particulier, et par les sportifs, en général.

Il sied de noter que bien avant, la délégation a participé, le 31 mai, au stage ainsi qu'à la pesée des athlètes au gymnase du Prytanée militaire de Libreville. Cette compétition est une initiative de la Fédération gabonaise de taekwondo.

Rude Ngoma